

Vers une réorganisation de l'économie mondiale à l'horizon 2020 : déclin des États-Unis et montée en puissance des pays émergents

par Francis Cripps, Directeur d'Alphametrics Ltd., et Terry McKinley, Directeur du Centre d'étude et de recherche sur la politique du développement (Centre for Development Policy and Research), SOAS

Dans le One Pager No. 62 publié par le Centre international pour l'action en faveur des pauvres, nous avons projeté jusqu'à 2015 les répercussions sur l'économie mondiale de la montée des cours du pétrole, de la chute du dollar et de la récession de l'économie états-unienne, puis l'effet supplémentaire des incitations monétaires et fiscales mises en œuvre par le gouvernement des États-Unis pour remédier à la crise. Nous avons alors découvert que les perspectives à long terme de l'économie des États-Unis devaient empirer après 2015.

Par conséquent, pour établir le présent modèle : 1) nous projetons les résultats à 2020 au lieu de 2015 et 2) nous posons l'hypothèse de la mise en œuvre d'une politique d'incitation fiscale annuelle conséquente aux États-Unis pour la période 2008 à 2011, au lieu de la seule année 2008. L'ensemble des mesures d'incitation – représentant chaque année 0,5 pour cent du PIB en réductions fiscales, dépenses supplémentaires et incitations au crédit en faveur de l'investissement privé – devrait aider l'économie états-unienne non seulement à échapper à une grave récession, mais même à atteindre à long terme de meilleurs résultats que ceux initialement prévus.

Dans ce One Pager, nous étudions l'impact qu'aurait un tel scénario sur l'économie des États-Unis elle-même ainsi que sur celle des trois grands pays émergents que sont le Brésil, la Chine et l'Inde. Il convient de noter que, pour l'instant, nous travaillons sur la base du maintien par ces trois pays de leurs lignes politiques actuelles.

Cela nous amène à la conclusion que le revenu par habitant des États-Unis commencerait à décliner après 2013, date à laquelle les retombées de la politique d'incitation fiscale quadriennale que nous avons intégrée dans notre hypothèse s'estomperaient. Pendant toute la période 2008-2020, les prévisions de croissance du revenu par habitant des États-Unis ne dépassent pas 0,5 pour cent par an, un niveau bien inférieur à celui de la plupart des autres pays développés, qui aurait été bien pire encore si nous n'avions pas appliqué notre hypothèse de politique fiscale incitative.

Quelles sont les causes du déclin des États-Unis ?

Les principaux facteurs déterminants du déclin des États-Unis sont des problèmes structurels profondément enracinés, tels que la persistance d'un important déficit de la balance des paiements courants et d'une coûteuse dette extérieure. Malgré le ralentissement de la croissance du pays, le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis devrait s'accroître pour passer de -5,5 à -6,3 pour cent du PIB entre 2008 et 2020.

Nous posons comme hypothèse cruciale l'arrêt de la dévaluation du dollar (dévaluation qui pourrait jouer un rôle de complément à la politique fiscale) en 2010. Nous estimons en effet que cela sera nécessaire pour endiguer la pression inflationniste croissante (liée à la persistance du cours élevé du carburant et des produits alimentaires) ainsi que les problèmes liés à la croissance de la dette.

Contrairement aux prévisions de stagnation et de déclin des États-Unis, le revenu par habitant de la Chine devrait croître de 4,7 pour cent par an entre 2008 et 2020. Il s'agit certes d'un ralentissement important par rapport aux taux de croissance de 7 à 8 pour cent qu'a récemment connus la Chine, mais ces taux sont toujours élevés comparés aux prévisions de croissance pour les autres pays développés et en développement.

Le ralentissement de l'économie mondiale, et en particulier la stagnation des États-Unis, devrait déboucher sur une réduction de l'excédent de la balance des paiements courants chinoise, qui en 2008 atteint le niveau substantiel de 6,8 pour cent du PIB, de trois points de pourcentage d'ici à 2020. Au-delà de cette date, l'excédent de la balance des paiements courants chinoise devrait encore être menacé par l'augmentation des importations de produits manufacturés, de matières premières et de matières énergétiques chères.

Le rythme actuel d'une croissance de quatre pour cent par an du revenu par habitant en Inde devrait se poursuivre jusqu'à 2020 malgré le ralentissement de l'économie mondiale. L'Inde dépendant moins que la Chine des importations, sa balance des paiements courants devrait connaître une nette amélioration et passer d'un déficit de - 2,4 pour cent en 2008 à un léger excédent de 0,5 pour cent en 2020, ces chiffres reposant sur une hypothèse de croissance des recettes liées aux services et d'augmentation des exportations de produits manufacturés.

Le revenu par habitant du Brésil devrait quant à lui croître à un rythme un peu plus faible mais néanmoins crédible de 3,4 pour cent. Le Brésil devrait bénéficier d'une demande durable de matières premières favorable à ses exportations et de l'augmentation du commerce et de l'investissement intra-régionaux. Toutefois, la politique financière conservatrice du Brésil, qui soutient la valeur de sa monnaie, devrait aboutir à une relative stagnation de son léger déficit de la balance des paiements courants (- 0,3 à - 0,4 pour cent du PIB actuellement) à l'horizon 2020.

Réorganisation de l'économie mondiale

Étant données les tendances de croissance de tous les pays développés et en développement, nous prévoyons qu'une profonde réorganisation de l'économie mondiale se produira d'ici à 2020, qui se traduira par une forte diminution de l'importance économique des États-Unis au profit de la montée en puissance des trois pays émergents.

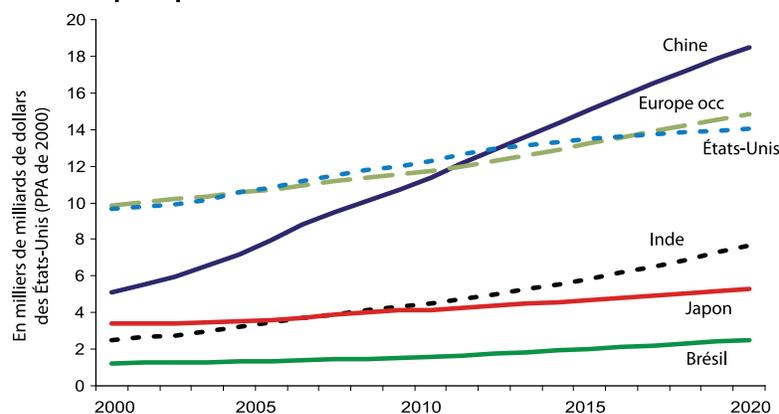
En 2008, la taille de l'économie chinoise (mesurée à parité de pouvoir d'achat) était environ égale à 86 pour cent de l'économie des États-Unis. À l'horizon 2020, ce pourcentage devrait atteindre environ 132 pour cent (voir Figure). L'économie chinoise serait ainsi la plus importante au monde, sa taille dépassant largement celle de l'économie des États-Unis et de l'Europe occidentale.

La taille de l'économie indienne devrait également gagner en importance et passer d'environ 35 pour cent de l'économie des États-Unis en 2008 à environ 55 pour cent en 2020. Elle devrait dépasser la taille de l'économie japonaise d'environ 45 pour cent. Partant d'un niveau beaucoup plus bas, le Brésil devrait également gagner considérablement en poids économique. Par exemple, la taille de son économie devrait être supérieure d'environ 38 pour cent à celle de l'économie de l'ensemble des pays d'Europe de l'Est et représenter environ un cinquième de l'économie des États-Unis.

On peut déduire de ces résultats que des évolutions économiques et politiques radicales devraient probablement se produire d'ici à 2020. Ces dynamiques seraient encore plus fortes si la Chine, l'Inde et le Brésil réajustaient leurs politiques économiques afin d'améliorer leurs perspectives de développement à long terme. Ce sujet pourrait constituer le thème d'articles ultérieurs.

Cet article est publié conjointement avec le Centre d'étude et de recherche sur la politique du développement. Consulter la série des Points de vue sur le développement (Development Viewpoints) à l'adresse suivante <www.soas.ac.uk/cdpr>.

Taille des principales économies en 2020



Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est relié directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:
www.undp-povertycentre.org